Domaine Public DP

967

J.A. 1000 Lausanne 1 12 octobre 1989
Hebdomadaire romand Vingt-sixième année

Le prix de la bougeotte

Le maraîcher qui se rend au marché à Lausanne avec sa camionnette utilise le domaine public en deux endroits différents. Au lieu de stationnement de son véhicule, qu'il pourra parquer la plupart du temps gratuitement s'il trouve une zone rouge ou blanche, ou pour 50 centimes de l'heure s'il est dans une case munie d'un parcomètre. Il devra également disposer d'une surface pour étaler sa marchandise sur un banc. Il devra alors s'acquitter d'un «droit d'anticipation» de 5 francs par mètre courant. A surface égale, son étalage de légumes lui coûtera ainsi au moins dix fois plus cher que le parcade de son véhicule.

Autre illustration. Plusieurs villes suisses ont introduit des vignettes distribuées à leurs habitants et leur permettant de stationner aussi longtemps qu'ils le veulent dans des zones où, pour les autres usagers, la durée de parcade est limitée. Cette mesure vise à favoriser les résidents et à leur éviter de devoir sans cesse déplacer leur voiture pour ne pas enfreindre la loi. Louable intention. Mais là aussi, on brade le domaine public: à Berne, cette vignette revient à 50 francs par an. A Fribourg, où elle a été introduite dernièrement, de nombreux conseillers généraux se sont battus pour en ramener le prix de 200 à 100 francs par an. Ils ont finalement perdu leur bataille. Mais même à ce tarif, la location est dérisoire. Moins de 17 francs par mois pour acquérir le droit d'utiliser en permanence 10 à 20 mètres carrés de terrain dans le centre-ville.

Ce type de subventionnement de la voiture est inacceptable. Car si le domaine public a de tout temps été principalement dévolu aux déplacements — tous modes confondus — il n'est pas normal que l'on continue de réserver presque gratuitement pour le stationnement des voitures des surfaces valant plusieurs milliers de francs le mètre carré. Surfaces qui seraient beaucoup plus rationnellement utilisées si elles étaient dévolues aux piétons, qui se déplacent en ville presque aussi vite que les voitures en utilisant beaucoup moins d'espace,

aux vélos ou aux transports publics, qui disposent dans bien des agglomérations de couloirs réservés en quantité encore insuffisante.

Certes, il faut que les centres des villes puissent vivre et la voiture est un facteur d'animation puisqu'elle permet de venir y travailler ou y consommer. Certes, il faut que les habitants puissent stationner leur véhicule, sans quoi ils préféreraient déménager. Mais que chacun paie le prix de sa mobilité. Au lieu d'abaisser artificiellement les tarifs des transports publics par des abonnements subventionnés, ne serait-il pas plus judicieux d'aller dans le sens d'une plus grande transparence des prix, et de faire payer à la voiture l'espace qu'elle utilise, le bruit et la pollution qu'elle provoque, les accidents dont elle est la cause? Car ce qui compte dans le choix du moyen de transport, ce n'est pas son prix réel, mais son prix relatif, en comparaison avec un mode de déplacement concurrent. Dans le même ordre d'idées, les déductions fiscales correspondant aux frais de déplacement pour se rendre à son travail mériteraient d'être revues: où est la cohérence entre ce «cadeau» au contribuable et la volonté politique de limiter le nombre de pendulaires?

La situation actuelle n'est pas logique: on subventionne celui qui se déplace, alors que l'on pénalise indirectement celui qui en subit les nuisances, en lui imposant des vitres insonorisantes onéreuses qu'il ne pourra plus ouvrir ou en lui conseillant de ne pas s'aérer en période de smog.

Reste le problème des plus défavorisés, qui n'auront plus les moyens de se déplacer si la transparence des coûts devient réalité. A ceux-là, offrons des aides ciblées, comme le sont les abonnements pour personnes âgées et les réductions pour familles et jeunes. Mais cessons enfin de refuser d'adapter les coûts de la voiture à la réalité au nom du droit de chacun à se déplacer. Car pour un économiquement faible qui en profite, ce sont dix personnes «aisées» qui en abusent.

Compromis équivoque

(jd) La solution de compromis péniblement élaborée par la commission parlementaire (DP 964) a passé sans encombre le cap du Conseil national. Ce consensus enfin trouvé étonne d'autant plus que, il y a quelques mois encore, la droite politique, alémanique surtout, irritée par le «gauchisme» de la SSR, et les milieux économiques, désireux d'une part du gâteau médiatique, montaient à l'assaut du monopole.

Entre temps, les adversaires de la SSR ont dû refaire leurs comptes. Politiquement, seul un projet équilibré a quelque chance d'échapper au désaveu référendaire et économiquement une quatrième chaîne TV privée n'apparaît pas rentable: Publicitas situe le déficit prévisible d'une telle chaîne entre 100 et 180 millions de francs par an.

Finalement l'œuf de Colomb pondu par la commission — les candidats à une concession TV nationale ou régionale devront se mettre d'accord avec la SSR — reflète cette incertitude économique et la difficulté de légiférer avec précision dans un domaine technique qui évolue rapidement. Néanmoins cette solution de compromis renferme des éléments qui, à terme, pourraient se révéler dangereux pour la mission de la SSR. En effet, seule cette dernière est sou-

mise à l'exigence constitutionnelle de contribuer au développement culturel, à la libre formation de l'opinion et au divertissement. Ses concurrents pourront occuper sans restriction les canaux de la facilité dans le seul but d'engranger la manne publicitaire. Jean Ziegler, le don Quichotte de gauche de la concurrence médiatique stimulante, a dû enfin perdre ses illusions lorsque Adolf Ogi lui a signifié qu'une chaîne privée ne pouvait assumer financièrement trois journaux télévisés quotidiens et quatre magazines hebdomadaire d'actualité. Par ailleurs, la possibilité de prélever une part même

modeste de la redevance de la SSR au profit d'autres diffuseurs montre que le parlement ne prête guère attention aux besoins de l'émetteur de service public. Tout comme il relativise la mission de ce dernier en favorisant les radios locales au détriment de la diffusion de chacun des programmes linguistiques sur l'ensemble du territoire (voir encadré). Encore une fois le danger n'est que potentiel. Mais ce compromis cache mal l'absence d'une conception médiatique claire pour la Suisse. Aujourd'hui déjà, la SSR subit la concurrence des radios locales, des TV étrangères et des émetteurs par satellite. Face à cette situation, la priorité consiste à donner à la SSR les moyens de sa mission plutôt que de disperser les efforts dans l'illusion de favoriser la diversité. ■

COURRIER

Concurrence et assurances

(réd) M. Georges Rossier, de Bâle, nous fait parvenir une correspondance qu'il a eue avec l'ombudsman de l'assurance privée. Il s'étonnait des hausses successives de sa prime d'assurance-maladie et de la brièveté du délai de résiliation — 25 jours — ne laissant pas le temps de chercher une offre plus avantageuse auprès de la concurrence.

La réponse de l'ombudsman mérite reproduction:

Monsieur,
Votre lettre du 27 juin 1989 m'est bien parvenue et je vous en remercie.
Les dernières augmentations des primes en assurance-maladie ont causé bien des problèmes aux assurés. Elvia concluait des contrats contenant une clause bloquant le montant des primes pendant cinq ans. Des adaptations régulières n'ont pu être introduites et c'est pourquoi les augmentations furent de l'ordre de 50%.

Votre nouveau contrat Combi 3 a été adapté un an après sa conclusion et vous estimez cette mesure abusive: l'agent aurait dû vous avertir de la prochaine augmentation. Cependant, ce dernier n'a pas l'obligation de mettre en évidence tout point qui pourrait influen-

cer négativement l'autre partie. C'est à cette dernière de veiller à discuter tous les éléments qu'elle considère comme importants pour la conclusion du contrat.

En définitive, ce qui importe, c'est de savoir si vous avez réellement été lésé par l'augmentation de prime de votre contrat Combi 3. Comme vous le relevez, le délai de 25 jours est bien bref pour trouver sur le marché des assurances une couverture équivalente à moindre prix. Malheureusement, il est d'une pratique très courante. Il faut cependant se rendre à l'évidence: le changement de compagnie d'assurance-maladie entraîne toujours des désavantages pour l'assuré: avec le nouveau contrat il entre dans une classe d'âge plus élevée, donc plus chère. De plus, toutes les maladies en cours font l'objet de réserves. Dans ces conditions, il est pratiquement impossible de trouver mieux ailleurs. En définitive, la liberté de manœuvre des assurés dans le domaine maladie est extrêmement réduite. Par le jeu des classes d'âge et des réserves, la concurrence ne peut s'exercer librement.

Un correctif important à cet état de fait consiste dans la surveillance des primes par l'Office fédéral des assurances pri-

Les frontières de la radio

(ag) Alors que les ondes courtes en FM nous offrent un choix rarement exploité par l'auditeur dans sa totalité ou que la télévision nous a habitués aux images des chaînes alémanique et italienne, il est surprenant que la Suisse, à l'occasion du débat parlementaire sur la loi radio-TV, en soit encore à se demander s'il ne serait pas possible de capter en tout point du territoire les émissions radiophoniques de chaque émetteur national. Si on le faisait, ce serait au détriment des radios locales, ce qui, évidemment, n'est guère admissible. Mais en est-on vraiment réduit à ce choix absurde?

vées. Toute augmentation doit être approuvée et correspondre au coût actuel des prestations offertes.

En regrettant de ne pouvoir vous donner une réponse qui soit plus satisfaisante face à votre situation, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

*pr l'Ombudsman de l'assurance privée:
J.-Ph. Gogniat, av.*

Ce texte met clairement en évidence une des lacunes du système actuel de l'assurance-maladie: l'absence de concurrence. A partir d'un certain âge, le libre-passage d'une caisse à une autre n'existe que théoriquement, comme le relève M. Gogniat.

La réforme en cours devrait permettre, espérons-le, d'apporter une solution à ce problème. ■

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Un nouveau monopole

(pi) Le canton de Vaud va se doter d'un tribunal administratif qui remplacera plusieurs commissions de recours: le Grand Conseil devrait s'occuper de cette question lors de sa prochaine session. Le projet de loi prévoit implicitement, à son article 36, d'introduire l'obligation, si l'on désire se faire assister, d'avoir recours à un avocat. Le Conseil d'Etat pourra assouplir cette disposition en autorisant d'autres mandataires professionnels à procéder. Il ne sera donc en principe plus possible d'avoir recours à un juriste indépendant, ou simplement à une connaissance, pour se faire représenter lors d'un retrait de permis ou en cas de conflit avec la police des étrangers.

On comprend mal cette limitation alors que nombreux sont celles et ceux qui hésitent avant de déposer un recours «parce que c'est trop compliqué». Cette nouvelle pratique va d'ailleurs provoquer des situations cocasses, puisque dans une même affaire, un non-avocat pourra recourir au niveau fédéral, mais pas au niveau cantonal... C'est le cas par exemple lorsqu'un étranger qui demande un permis de séjour travaille au noir pendant l'examen de sa requête: le Canton prononce un refus de permis et

la Confédération une interdiction d'entrée en Suisse. Dans le premier cas, c'est forcément un avocat qui devra assister le recourant, celui-ci devant agir auprès du nouveau Tribunal administratif. Dans le second cas par contre, où le recours doit être déposé auprès de l'Office fédéral des étrangers, le recourant pourra se faire assister par un non-avocat.

Nous avons l'expérience concluante du tribunal des assurances, du tribunal des baux ou de celui de prud'hommes où la représentation des parties n'est pas réservée aux seuls avocats qui forment, dans ce canton, une corporation relativement fermée en raison des exigences sévères pour être admis à pratiquer. Un tribunal administratif doit-il vraiment créer un monopole des avocats? La commission s'est posé cette question et y a répondu par l'affirmative. Si l'assemblée suit l'avis de ses commissaires, c'en sera fini de l'actuelle liberté de représentation, qui est totale. Et la justice semblera vivre encore plus dans son petit monde particulier. ■

REQUÉRANTS D'ASILE

La honte

(jd) Il y a une dizaine de jours, un cas de typhus du centre d'accueil de Kreuzlingen a retenu l'attention médiatique. Mais ces coups de projecteur occasionnels ne rendent pas compte de la misère humaine et du scandale permanent de ces lieux d'indignité. Andreas Bäuzyger, le correspondant du *Tages-Anzeiger* pour la Suisse orientale, en dresse un portrait en forme de réquisitoire (6 octobre 1989). Ils sont maintenant 600, ce qu'il est convenu d'appeler des prérequérants, à attendre trois semaines durant dans une tente de cirque prévue pour 200 personnes de pouvoir accéder au centre d'accueil proprement dit! Plusieurs souffrent de refroidissement malgré les vêtements fournis par la population locale. Un Tchèque, arrivé depuis trois jours, affirme avoir été battu par la police de son pays; il a perdu deux dents et craint d'avoir une fracture de la mâchoire, mais il n'y a pas de visite médicale pour les prérequérants.

Quel est ce pays dont les citoyens se réjouissent de voir des dizaines de milliers d'Allemands de l'est passer dans la république sœur, accueillis par une or-

ganisation rodée et qui se trouve, lui, débordé par quelques milliers de requérants d'asile, incapable de solution d'hébergement d'urgence, d'accueil humain tout simplement, qui laisse par dizaines des êtres désemparés errer dans la rue, un numéro d'ordre en poche dans l'attente de leur enregistrement?

On peut diverger d'opinion sur la politique d'asile, sur l'application plus ou moins souple de la législation en vigueur, mais il n'y a qu'un sentiment possible face aux conditions d'accueil faites aujourd'hui aux gens qui franchissent nos frontières: la honte. ■

COOPÉRATION

Le don commercialisé

(ag) Il y a plus de dix ans, Henri Galland, dans DP, avait préconisé ce type d'aide — le don commercialisé — en faveur des pays du tiers monde. Aujourd'hui la Suisse va appliquer cette forme de secours à la Pologne. Mais de quoi s'agit-il?

L'aide alimentaire gratuite n'est pas adéquate dès que l'on sort des situations de détresse, de famine où il faut agir vite pour assister des personnes en danger grave de sous-alimentation. Il est donc nécessaire de dépasser l'idée trop simple que nos surplus peuvent faire sans autre le bonheur des autres.

Il faut en effet veiller à ne pas casser l'économie locale. L'assistance alimentaire gratuite répétée serait de nature à décourager les productions indigènes, à perturber les circuits commerciaux. D'où l'idée de donner, puis de faire vendre.

Le pays bénéficiaire reçoit donc gratuitement du blé ou du lait en poudre. Il les vend aux prix nationaux non spéculatifs. Les recettes qu'il tire de cette vente constituent un gain qu'il peut investir dans un secteur productif. L'avantage est double: aide alimentaire sans sortie de devises et épargne nationale à disposition.

L'application qui en est faite à la Pologne n'est probablement pas la première expérience du don commercialisé. Ce type de coopération est en tout cas parfaitement adapté aux pays à revenu dit intermédiaire. ■

(jd) Dans le cadre du trafic de drogue et du blanchissage d'argent sale, on a pu toucher du doigt le manque de rigueur et les lacunes organisationnelles des autorités de poursuite helvétiques. Si l'on en croit la *Weltwoche* (5 octobre 1989), les lenteurs de la justice zurichoise dans le traitement de la demande d'entraide des Philippines au sujet des fonds de Marcos révèlent un amateurisme et une mauvaise volonté scandaleuses.

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Des pratiques artisanales

Quarante-et-un mois après le dépôt de la demande d'entraide, Zurich ne connaît toujours pas le montant exact des sommes en cause: entre 500 et 600 millions de francs. Alors qu'à Genève (10 millions) et à Fribourg (110 millions), les enquêtes sont closes, les Zurichois sont toujours au travail: face à 40 classeurs fédéraux d'extraits bancaires, un homme qui en est réduit à utiliser son propre ordinateur pour classer ce matériel imposant. En effet les autorités zurichaises n'ont pas encore cru bon d'informatiser la justice de district. A part le dossier Marcos, Peter Cosandey, le juge instructeur, doit s'occuper de quatre importants dossiers d'initiés. Cette lourde tâche ne lui vaut pas de décharge. Comme ses collègues il est régulièrement piquet et doit enquêter sur un incendie, un vol, une effraction. Au total une centaine d'affaires à conduire en parallèle.

Lenteur incompréhensible également dans le traitement des recours des banques et autres sociétés financières contre les décisions de première instance. Au lieu d'instruire simultanément l'ensemble des recours déposés, le juge Trinkler en choisit un et attend les considérants écrits du Tribunal fédéral avant de s'atteler aux autres. Une pratique qui suscite la colère de l'Office fédéral de la police, impuissant pourtant à intervenir dans la procédure qui relève de la compétence cantonale. Une pratique qui contribue à accrédi- ter une image douteuse de la place financière suisse. ■

NORD - SUD

Quand les pauvres aident les riches

(pi) Dans les années 70, Rudolf H. Strahm le dénonçait: nous recevons du tiers monde plus d'argent que nous ne leur en fournissons. La comparaison portait sur les flux financiers de l'économie privée suisse. Ainsi, en 1972, cette dernière investissait et fournissait des crédits pour 344 millions de francs à des pays en développement alors qu'elle rapatriait, sous forme de profits et d'intérêts, pour 465 millions. Soit un solde positif de 121 millions en faveur de notre pays.

Ces flux pervers se sont inversés par la suite, et la Suisse faisait même bonne figure dans la communauté internationale, avec des transferts nets qui atteignaient 5,3 milliards de francs en faveur des pays en développement en 1985. Mais ce «bon» résultat du point de vue financier était tout de même quelque peu terni par une balance commerciale (transferts de biens et de marchandises) nettement favorable à la Suisse.

Or en 1987, la vapeur s'est à nouveau renversée, puisque les transferts nets de capitaux privés étaient à nouveau favorables à notre pays. En d'autres termes, les pays en développement «finançaient» la Suisse à raison de 3,1 milliards de francs, ou 2,2 milliards en déduisant l'aide publique (voir DP 941).

Un phénomène nouveau

Le *Rapport sur le développement dans le monde 1989*, document publié par la Banque mondiale et consacré chaque année à un sujet différent, porte justement sur le thème «Systèmes financiers et développement». Il apporte de nouvelles informations sur les transferts de capitaux entre les pays développés et ceux du tiers monde. Le constat est clair: «Pour la plupart des pays en développement, le solde des transferts est devenu fortement déficitaire.» Ceux-ci exportent donc plus d'argent au titre du paiement des intérêts et du remboursement de la dette qu'ils n'en reçoivent comme nouveaux prêts (l'étude en question ne porte que sur les prêts et ne comprend pas les investissements).

Ainsi, pour une dette totale de 996 milliards de dollars en 1987, l'ensemble des pays en développement a versé, net, 38 milliards de dollars dans les caisses des pays riches. En 1981, il y avait encore un transfert net positif de 35 milliards de dollars, pour une dette qui n'atteignait alors «que» 503 milliards de dollars.

Le principe d'un prêt est certes d'être remboursé. Et s'il est acceptable que des transferts nets négatifs frappent certains pays à revenu intermédiaire dégageant un excédent commercial, il est choquant de constater que, globalement, les pays en développement envoient officiellement (nous ne parlerons pas de la fuite des capitaux) de telles sommes d'argent aux nations les plus favorisées de la planète. ■

Du flux au transfert

Les *flux nets* désignent la différence entre les nouveaux apports extérieurs et les paiements effectués au titre de l'amortissement de la dette (remboursement). Si l'endettement n'est pas excessif, les flux nets devraient être positifs pour tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, à l'exception des plus avancés d'entre eux, parce qu'ils ont constamment besoin d'apports extérieurs pour financer leurs investissements.

Lorsqu'aux flux nets on ajoute le paiement des intérêts de la dette, le résultat s'appelle alors *transfert net*. Des transferts nets négatifs signifient que le total des charges au titre du service de la dette est supérieur au montant brut des apports extérieurs, que le pays subit donc une perte nette de ressources réelles et qu'il lui faut absolument dégager un excédent commercial.

Les nouveaux vieux

(c/p) J'ai un ami de 85 ans. Petit entrepreneur indépendant, il continue de travailler et, tout en recevant la rente à laquelle il a droit, il doit payer les cotisations correspondant aux revenus acquis par son travail. J'ai un autre ami qui a 59 ans et qui, pour des raisons médicales, a dû prendre une retraite prématurée. Je connais aussi un «cadre» qui, en vertu des règles de son entreprise, a dû prendre sa retraite, en pleine forme, à 62 ans. Y a-t-il un homme du troisième âge parmi eux et comment le définir? Cette question se pose compte tenu du battage actuel à propos de la vieillesse.

Faut-il considérer les personnes âgées comme une fraction de la population méritant le respect et l'assistance publique? Ou, au contraire, le nombre grandissant de personnes âgées dans notre société vieillissante menace-t-elle l'équilibre sociologique et politique du pays?

Les spécialistes en marketing ont déjà découvert cette population dont les moyens ne sont souvent pas négligeables et dont les besoins, refoulés autrefois par bien des privations et par les contraintes politiques (frontières fermées, par exemple), demandent à être comblés. C'est ainsi que l'institut d'analyses des marchés IHA a consacré un récent cahier aux seniors. L'introduction est claire: «*Les vieux sont-ils l'avenir du marketing?*» Plus loin il est question de comportement des seniors pour les achats, les vêtements, les voyages, les médicaments.

Mais il y a des aînés qui souffrent d'insuffisances de ressources, de loyers qui croissent plus rapidement que les rentes, de l'isolement auquel ils sont condamnés par la perte de proches et l'égoïsme d'une société n'ayant plus le sens de la solidarité de voisinage.

Y a-t-il un moyen de réagir? Des journées d'études ont lieu sous les auspices de la Fondation suisse Pro Senectute, présidée par l'ancien conseiller fédéral Hans Peter Tschudi. Une des solutions préconisées consiste à encourager l'entraide entre personnes âgées. Indépendamment de la préparation

à la retraite, il faut encourager des groupes de personnes à résoudre en commun tous les problèmes qui sont à leur portée. Un modèle est celui des panthères grises, nées aux Etats-Unis en 1970 et introduites en Allemagne fédérale en 1980. Un groupe existe à Zurich depuis trois ans. Ses membres refusent le paternalisme dont sont trop souvent victimes les vieux, alors qu'ils ont dû agir et prendre des responsabilités durant toute leur vie. Les panthères grises veulent, par exemple, en cas de placement dans un home, avoir une participation active à l'organisation de la vie quotidienne.

Ironent-elles jusqu'à intervenir en politique? Ce n'est pas impossible si l'on pense à l'exemple allemand de Trude Unruh, élue au Bundestag sur la liste des Verts et qui a démissionné du groupe parlementaire de ce parti pour siéger comme députée indépendante.

Cette volonté de gérer soi-même une fin de vie heureuse rencontre des appuis parmi les personnes chargées de l'action sociale. C'est ainsi que Rudolf Gerber, premier secrétaire à la Direction de l'hygiène publique et des œuvres sociales du canton de Berne, demandait récemment dans une interview à la *Berner Zeitung*, la création d'un mouvement de personnes âgées combattives qui créeraient une nouvelle culture comme les jeunes l'ont fait il y a une vingtaine d'années. ■

CARBURANTS

L'avenir du méthanol

(j/g) Le président Busch a soumis au Congrès un plan pour contraindre les fabricants d'automobiles à produire 500'000 voitures fonctionnant au méthanol à partir de 1995, dans le but de réduire de façon drastique la pollution de l'air.

Le magazine *Fortune* a effectué une intéressante comparaison entre le méthanol et l'essence (sans plomb, bien sûr...). Il en ressort que le méthanol possède pas mal d'avantages et quelques gros inconvénients. Produit à partir de gaz naturel, il est plus sûr que l'essence, explose moins facilement et s'évapore beaucoup moins vite, autrement dit le risque d'incendie diminue fortement en cas d'accident. Il est plus

puissant: à carburation égale, il donne 20% de chevaux-vapeur en plus, c'est parfait pour nos excités des autoroutes, et il réduit de 90% l'émission des hydrocarbures volatiles qui, sous l'effet du soleil, produisent de l'ozone (néfaste en basse altitude).

Par contre les moteurs sont plus gourmands. Pour parcourir une même distance, il faut compter 50% de carburant en plus et surtout il attaque le métal et nécessite l'élaboration d'alliages spéciaux et chers pour les moteurs. A part ça, quand il brûle, sa flamme est presque invisible! Si du méthanol s'enflamme en plein soleil, on le distingue mal...

En résumé, c'est sûrement intéressant, mais ce n'est pas le carburant miracle. ■

Pas de miracle

carburant	émissions (grammes par mile parcouru)				distance parcourue avec un réservoir plein
	hydrocarbures	oxydes d'azote	CO	CO ₂	
essence	1,4	0,8	7,2	350	400 miles
méthanol	0,15-0,25	0,8	3-7	320	260
éthanol	0,5-0,8	0,8	6-9	140-350	300
gaz naturel	0,15-0,25	0,8	1-4	300	100

Tiré de *Fortune*, vol. 120, n°7

Le navire qui changea le cours de l'Histoire

«JACCOTTET (Philippe). *Ecrivain suisse d'expression française* (Moudon 1925). Traducteur, il est aussi l'auteur de recueils de poèmes.»

Ceci dans le *Nouveau Petit Larousse 1990*. Personnellement, j'aurais écrit: «Auteur de recueils de poèmes et de proses poétiques (*A la Lumière d'hiver, La Semaïson, Autres Journées*, etc). Il est aussi traducteur (*L'Homme sans qualités*, de Musil, etc).» Mais n'en demandons pas trop: le temps n'est pas si loin où les auteurs de *La Pléiade* (NRF) faisaient naître Ramuz à Cully, le nommaient «maître d'études» (??) à Eaubonne (de même que le *Petit Larousse* faisait naître Yerson la Peste à Eaubonne, Doubs) — il y a tout de même un petit progrès, qu'il convient de saluer avec joie!

Malheureusement, il n'est pas seulement question, dans le *Larousse*, de Philippe Jaccottet: compagnie extraordinairement mêlée! Par exemple, on y parle beaucoup de cet imbécile de *Louis*, quatorzième du nom, roi de France par la grâce de Dieu — on se demande où il avait la tête, ce jour-là! Lequel, poussé par sa coquine, procéda à ce qu'on appelle la Révocation de l'Edit de Nantes (1685)! Le résultat, on le connaît: émigration massive, appauvrissement remarquable de la France: «*Le 1^{er} août 1914, rien que dans l'armée prussienne, descendants d'exilés ou d'émigrés français, nous étions quatorze généraux, trente-deux colonels, et trois cents officiers. Je parle des gentils-hommes. Il y a aussi dans l'intendance un certain nombre de Dupont.*» (Giraudoux: *Siegfried*).

Précisons un peu: parmi les généraux, le général von François, qui commanda sur le front de l'Est les armées allemandes avant l'arrivée de Hindenburg — voir *Août 14*, de Soljenitsyne. L'amiral Souchon, aussi — ne cherchez pas, il ne figure pas dans le *Larousse*; je tire ce qui suit de *The Guardian* du 20 août 1989: *The ship that changed the course of history* (Le navire qui changea le cours de l'Histoire).

L'amiral Souchon était à la tête de la flotte allemande en Méditerranée, lors-

que la guerre de 14 éclata — flotte minuscule (deux navires), mais formée d'unités plus rapides que les plus rapides bateaux anglais ou français.

Donc, au début d'août 1914, il parvint à tromper ses adversaires, leur faisant croire qu'il allait se réfugier dans un port autrichien de l'Adriatique. Il doubla le Péloponèse, pénétra dans la mer Egée, fit route vers Constantinople, où le parti pro-allemand d'Enver Pacha n'était pas encore parvenu à l'emporter. Puis, ayant hissé pavillon turc, il traversa la mer Noire et alla bombarder Odesa...

Conséquence n° 1: la Russie déclara la

guerre à la Turquie. Conséquence n° 2: la Turquie ferma les détroits. Conséquence n° 3: impossibilité pour la Russie de ravitailler en blé l'Angleterre, qui en 1917 se trouva au bord de la famine; impossibilité pour les Alliés de ravitailler en armes la Russie. Tentative de Galipoli — 500'000 morts; effondrement de la Russie, guerre prolongée de deux ans au bas mot! Tout cela, à cause de la sottise et du fanatisme de «Petit Louis» et de sa luronne, née Françoise d'Aubigné.

Or il n'en va jamais différemment: ici même, j'ai tenté de montrer que par son antisémitisme, Hitler a scellé le sort du III^e Reich, en appauvrissant irrémédiablement son pays comme Louis XIV avait affaibli le sien.

«Que puis-je faire pour vous être agréable?» demandait-il à l'Electeur de Brandebourg. «Encore une révocation de l'Edit de Nantes!» ■

CHRONIQUE CHINOISE

Les livres jaunes

L'édition de livres en République populaire de Chine est l'apanage de compagnies d'Etat dépendant soit de diverses sections des universités soit d'associations nationales ou provinciales à caractère académique telles que l'association des écrivains, des beaux-arts, des sciences, etc.

Les entrepôts des éditeurs et des librairies (toutes étatisées) croulent sous des stocks d'invendus. Les quelques bons livres sont mal distribués et il faut passer par «la porte de derrière» pour les obtenir. Le premier tome d'un ouvrage peut être à Canton et tous les deuxièmes tomes à Kunming.

Jusqu'en 1985, l'éditeur était libéré de tout souci de rentabilité. Les commissions académiques décidaient la parution d'un ouvrage et l'éditeur exécutait s'il avait le contingent de papier nécessaire. Depuis, sous la pression des commissions initiant la réforme économique, on exige des éditeurs une certaine rentabilité. Cela les a rendus plus exigeants face aux productions universitaires, mais les a

également conduits à produire ce que l'on appelle des «livres jaunes», c'est-à-dire pornographiques, mais d'une pornographie encore très «soft». Il s'agit de traductions pirates de romans érotiques anglo-saxons ou français, faites à la diable par des professeurs de langue qui arrondissent ainsi un peu leurs maigres salaires.

Cela a commencé par de bons ouvrages, *L'amant de Lady Chatterley* par exemple. Maintenant, on en est à des livres plus triviaux. Pourtant dans la grande littérature chinoise figurent aussi de beaux livres d'un érotisme très poussé, mais ils n'ont pas le piment de l'exotisme qui favoriserait leur écoulement.

La vente des livres jaunes est interdite, ils ne se trouvent pas en librairie, mais s'achètent la nuit venue sur des bancs éclairés à l'acétylène, aux carrefours des rues passantes, sous l'œil de la maréchaussée qui laisse faire.

Depuis quelques mois, ces ventes sur la voie publique ont cessé.

Marx Lévy

L'informatique, le droit et la langue de bois

Les données de toute sorte sont de plus en plus conservées dans des systèmes informatisés. Les recherches sont simplifiées, les corrélations rapides. On sait le problème que cela pose pour la liberté personnelle. Mais le mal gagne: ceux qui ont affaire à des questions juridiques usent de plus en plus de ces méthodes.

Grâce à une banque exploitée par une société commerciale, mais dont le thesaurus a été établi par les facultés de droit suisses avec l'appui du Fonds national de la recherche, il est possible, avec un simple terminal et un modem, d'accéder à une documentation considérable (arrêts des tribunaux fédéraux et cantonaux, doctrine, décisions administratives, etc). La consultation est, pratiquement, à la portée d'un enfant de 7 ans.

Les blancs de l'écran

Je vois se poser les problèmes suivants dans ce domaine. Tous les mots d'un arrêt sont enregistrés. Si vous demandez «responsabilité», vous risquez de recevoir une liste de 50 pages, inutilisable. Un peu de mémoire et la table des matières des arrêts du Tribunal fédéral seront plus utiles. En outre, si le mot dont vous imaginez qu'il est le nœud de votre problème ne figure pas dans un texte, celui-ci n'apparaît pas. Je me souviens de cet étudiant qui avait omis l'ouvrage le plus sérieux sur le travail de nuit des femmes parce que l'expression n'y était jamais utilisée telle quelle (ce n'était pas sur Swisslex).

L'automatisme s'installera, avec des conséquences graves. Toute personne ayant affaire à des problèmes juridiques risque de s'équiper. Et les réponses aux mêmes questions seront les mêmes. On peut imaginer le secrétaire syndical écrivant à son collègue patronal, pour proposer une solution à un litige: «\$ AB 7*» et

ce dernier taper sur sa machine pour y trouver le précédent cité. Lorsqu'on sait la fascination qu'exercent les écrans sur les individus («c'est juste, puisque c'est dans la machine»), on mesure les méfaits possibles du système. La pensée se standardisera, l'inertie s'installera plus encore. On croit tenir un nouvel instrument évitant de fastidieux travaux et libérant d'autant les usagers pour la réflexion. En réalité, petit à petit, c'est cet instrument qui modèlera la réflexion.

Décider d'abord, motiver ensuite

A un autre niveau, l'informatique a déjà fait des dégâts tangibles. Les administrations et certains tribunaux recourent, pour la motivation des décisions, à des éléments de texte prédigérés dans la machine (*Textbausteine*). Le délégué aux réfugiés, par exemple, dispose de plus de 200 de ces paragraphes dont il refuse, contre l'avis de la commission de gestion, de donner la liste. Les décisions ainsi rendues se reconnaissent: elles ne contiennent, au mieux, que quelques lignes qui concernent l'affaire traitée; le reste est fait de phrases interchangeable, qui ne donnent aucune indication sur les motifs ayant conduit à la solution. On imagine immédiatement la dérive: au lieu de motiver, puis, sur cette base, de décider, on déterminera de plus en plus le résultat que l'on motivera après seulement au moyen de ces textes. Ils sont d'autant plus dangereux que, peaufinés, travaillés par des spécialistes, ils font illusion, donnent l'impression d'être sérieux. On trouve de plus en plus des paragraphes n'ayant rien à faire avec la cause ou répondant à une question non posée; pièges de l'automatisme...

Comme on livre des modèles de lettres commerciales à ceux qui estiment ne pas pouvoir les composer

eux-mêmes, comme on propose des modèles de lettres d'amour aux timides, rien n'empêche d'imaginer que l'on offre sur le marché des disquettes contenant des modèles de décisions administratives à usage des petites communes par exemple. Ça se fait peut-être déjà. Dans les grandes administrations, c'est bien ce qui se passe: le subordonné utilise les modèles que lui a fournis le chef. De tels systèmes peuvent procurer un gain de temps. On prétend même qu'ils favoriseraient l'égalité de traitement (ce qui est faux; pour que tel soit le cas, il faudrait que toutes les situations traitées soient exactement semblables). Mais surtout, ils sont en train d'engendrer une langue de bois dans un domaine déjà bien touché auparavant. La lecture des considérants aura de moins en moins d'intérêt, puisqu'ils ne seront pas spécifiques. Et déjà on voit apparaître des recours-type répondant à des décisions automatisées.

Tout cela est le fait d'hommes et de femmes souvent intelligentes, pleins de bonne volonté mais qui ont la prétention, ou la naïveté de croire qu'ils sont capables de dominer la machine.

Philippe Bois

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Philippe Bois est professeur de droit aux universités de Neuchâtel et Genève.

Les sous-titres sont de la rédaction.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb), André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg), Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Point de vue: Jeanlouis Cornuz

L'invité de DP: Philippe Bois

Abonnement: 65 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Tél: 021 312 69 10 CCP: 10-15527-9

Téléfax: 021 312 80 40

Composition et maquette: Liliane Berthoud,

Françoise Gavillet, Pierre Imhof

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Socialistes lausannois

(y) A l'heure où l'on disserte sur la nouvelle culture d'entreprise (*), il est de bon ton — et sans doute réaliste — de constater le déclin concomitant des partis et de la culture politique. Dans cette sombre perspective, il importe de mettre en évidence les points d'ancrage philosophiques, historiques, socio-économiques, etc, des différentes formations politiques. Ce besoin de rattachement est sans doute encore plus fortement ressenti à gauche, où le fondement idéologique, la mémoire et le «climat socio-culturel» inspirent et imprègnent l'action militante.

A cet égard, Jean Meylan vient de livrer une contribution utile en retraçant une histoire dont le rappel précis et l'analyse efficace incitent à la réflexion. Sous le titre *Socialistes et Lausannois — Un siècle de cohabitation*, l'auteur fait une

sorte de bilan des vingt-deux législatures avec des élus socialistes au Conseil communal de Lausanne (de 1898 à aujourd'hui, sauf 1910-13), dont douze avec participation à la Municipalité (1934-37 et depuis 1946). L'image donnée par cette histoire passablement mouvementée est celle d'une grande force militante et politique, aussi constante qu'impressionnante dans les années difficiles du Conseil communal, alors élu au système majoritaire (jusqu'en 1949). Moins spectaculaire, le courage n'a pas manqué non plus dans les dernières législatures avec l'effritement de la gauche, en raison directe du déclin du POP qui avait, dans les années 1946-57, davantage d'élus que les socialistes; le PS pour sa part a toujours oscillé entre 26 et 32 élus (sur 100) depuis la guerre.

Lausanne rouge

Evidemment, les deux législatures de Lausanne rouge (1934-37 avec Arthur Maret pour syndic, et 1946-49 avec Pierre Graber) marquent des temps forts dans l'histoire des socialistes lausannois. En bon statisticien, Jean Meylan relève que les deux fois la Municipalité s'est profondément renouvelée (quatre nouveaux sur cinq en 1933), deux sur sept en 1945), et tire implicitement un

parallèle avec 1989 où quatre municipaux sortants sur sept ne se représentent pas.

Il arrive en tout cas que l'histoire se répète: on le voit bien au travers des mouvements divers qui ont agité les socialistes lausannois, avec plusieurs ruptures idéologiques. L'année 1909 demeure sans doute la plus sombre, avec la scission d'une aile droite et des élections désastreuses pour le Parti ouvrier socialiste de Paul Golay et Charles Naine, qui ne recueille que 9,5% des suffrages — le plus mauvais score du siècle. Au chapitre des parallèles faciles, on se souvient qu'en janvier 1901, les socialistes se retirèrent dignement du Conseil communal pour cause de non-obtention d'une seconde vice-présidence: un épisode prémonitoire d'événements tout récents.

Alternance de difficultés et de succès malgré la continuité de l'effort, l'histoire du PSL fait partie du patrimoine culturel des militants, qui ont intérêt à lire la brochure de Jean Meylan, excellent complément à l'*Histoire du Parti socialiste vaudois 1890-1950* présentée par Pierre Jeanneret (Edition PSV, janvier 1982). Rien de plus stimulant que le rappel de faits significatifs et l'hommage rendu au courage de tous ceux qui se sont engagés pour la cause du socialisme. ■

(*) cf *Autrement* n° 100/septembre 1988, ainsi que le colloque tenu le 29.9.1989 à l'Université de Lausanne sur «Culture d'entreprise et culture nationale»

PENDULAIRES

Une bonne idée galvaudée

(pi) Il y a une semaine, des gardes féminines de police ont distribué des papiers aux pendulaires arrivant à Lausanne en voiture pour leur recommander de la laisser en périphérie et d'utiliser les transports publics. Et pour les convaincre, chacun recevait également une carte journalière valable sur le réseau TL.

On peut douter de l'efficacité de cette campagne. Les conditions ne sont en effet pas réunies pour qu'un transfert massif de la voiture aux transports publics puisse s'opérer à Lausanne. Manque de places de parc en périphérie — que quelques centaines d'automobilistes sur les 20'000 pendulaires sur roues jouent le jeu, et la demande dépassera l'offre; transports publics peu fréquents et par ailleurs déjà fort occupés aux heures de pointe; tarifs élevés en cas d'utilisation en complément à la voiture. Il y a fort à parier que les quelques conducteurs qui profiteront de leur carte journalière ne pourront que constater la faiblesse du système. ■

EN BREF

Une majorité du «parlement» de la ville de Berne ayant décidé la publication du point de vue des partisans d'une initiative en plus de celui de la Municipalité dans le message adressé aux électeurs, l'exécutif a finalement renoncé à toute publication de ces avis.

Le nombre de signatures non valables sous l'initiative «pour le libre passage intégral dans le cadre de la prévoyance professionnelle» a été particulièrement élevé dans les cantons de Vaud

(valables: 3763; non valables: 1354) et de Schaffhouse (1420-1003). Cas extrême: Appenzell Rh-Int. (48-48).

Toutes les communes du canton de Zurich ayant plus de 2000 habitants peuvent introduire un Conseil communal à la place d'une assemblée communale, mais douze seulement, dont bien entendu les villes de Zurich et de Winterthur, ont jusqu'ici fait usage de ce droit. C'est ainsi que des villes comme Thalwil (16'000 habitants) et Wetzikon (17'000 habitants) appellent encore les électeurs aux urnes pour se prononcer, sans discussion préalable, sur les projets de l'exécutif local.